

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 26 mars 1987, à 10 heures

Président : M. LECHUGA HEVIA (Cuba)

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je déclare ouverte la 400ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Tout d'abord, je suis particulièrement heureux de saluer chaleureusement le Conseiller d'Etat et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, M. Wu Xueqian, qui nous rend aujourd'hui visite et sera notre premier orateur. Sa présence à notre séance plénière est des plus significatives, puisque c'est la première fois que le Ministre des affaires étrangères de la Chine se trouve parmi nous depuis que, le 5 février 1980, son pays siège à la Conférence. Il est inutile que je parle du rôle important que joue la Chine dans les négociations sur le désarmement. Il me suffirait de rappeler à ce propos la contribution efficace à l'organisation des travaux de la Conférence au cours de la présente session qu'a apportée mon prédécesseur à la présidence, l'Ambassadeur Fan. Sous sa direction, la Conférence a pu régler une série de questions urgentes, ce qui a considérablement facilité notre tâche. Je suis certain que tous les membres de la Conférence suivront avec un intérêt particulier la déclaration que fera le Ministre des affaires étrangères de la Chine.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui l'examen du point 4 de son ordre du jour, intitulé "Armes chimiques". Cependant, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient pourront faire des déclarations sur toute autre question liée aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Chine, de la France et de la Mongolie.

Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le Conseiller d'Etat et Ministre des affaires étrangères de la Chine, M. Wu Xueqian.

M. WU XUEQIAN (Chine) (traduit du chinois) : C'est pour moi un grand honneur de vous rencontrer, Monsieur le Président, ainsi que les autres représentants, et de faire cette déclaration à l'occasion de mon voyage en Suisse. Tout d'abord, je tiens à vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de mars. Je suis certain que sous votre direction avisée, la Conférence réalisera de nouveaux progrès.

Organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement, la Conférence a pour importante mission de négocier des accords internationaux de désarmement. Les représentants des pays qui participent à ses travaux s'acquittent d'une tâche ardue mais essentielle. Au nom du Gouvernement chinois, je vous salue et forme l'espoir que votre effort sera couronné de succès.

Du fait qu'elle siège à Genève, la Conférence du désarmement amène souvent à évoquer le passé. Ce magnifique Palais des Nations rend témoignage de l'histoire. Peu après la première guerre mondiale, les peuples du monde, ayant connu les affres et les souffrances de la guerre, étaient vigoureusement opposés à la course aux armements entre les puissances et réclamaient instamment le désarmement dans l'intérêt de la paix mondiale. Ici même, dans les murs de la Société des Nations, s'est tenue une conférence internationale sur le désarmement pour déterminer comment amener le désarmement et sauvegarder la paix. Mais, pour des raisons connues de tous, cette conférence n'a pu porter les fruits qu'on en attendait. Les peuples du monde ont ensuite

(M. Wu Xueqian, Chine)

vécu la catastrophe d'une autre guerre. Les quelques décennies qui se sont écoulées depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont vu se produire d'étonnantes transformations de la situation internationale. Cependant, la tâche de mettre fin à la course aux armements et de promouvoir le désarmement, loin de s'alléger, s'est encore alourdie et, plus que jamais, elle exige des peuples un effort sans relâche.

Par rapport au passé, la question du désarmement, telle qu'elle se pose à l'heure actuelle, présente des caractéristiques nouvelles :

Premièrement, les rapides progrès de la science et de la technologie ont donné, entre autres, naissance à divers types d'armes très perfectionnées, en particulier l'arme nucléaire, la plus destructrice des armes qu'ait jamais conçues l'humanité. Les arsenaux nucléaires existants contiennent de quoi détruire le monde bien des fois. Si une guerre nucléaire éclatait, il y aurait un holocauste sans précédent. Cela n'était pas imaginable il y a plus de 50 ans. Eliminer la menace de guerre nucléaire et prévenir une catastrophe nucléaire est aujourd'hui le grand souci de tous les pays et peuples du monde épris de paix.

Deuxièmement, les superpuissances détiennent non seulement plus de 95 % des armes nucléaires, mais aussi les arsenaux d'armes classiques les plus vastes et les plus perfectionnés qui soient. Qualitativement et quantitativement, elles possèdent plus d'armements que tous les autres pays réunis. Qui plus est, la course aux armements à laquelle elles se livrent se déroule sur une échelle et a une portée jusqu'ici inconnues. Si l'on veut que les tensions internationales se relâchent et que la paix mondiale soit maintenue, il faudrait donc qu'elles mettent fin à cette course aux armements qui ne cesse de s'accélérer. Les superpuissances ont au premier chef la responsabilité, à laquelle elles ne sauraient se soustraire, d'assurer le désarmement sur le plan nucléaire aussi bien que classique.

Troisièmement, la montée des pays du tiers monde et l'importance croissante du rôle que jouent les petits et moyens pays dans les affaires internationales de désarmement font qu'est révolue l'époque où une poignée de grandes puissances contrôlaient la question du désarmement, sur laquelle elles exerçaient un monopole. Après s'être libérés du joug de la domination coloniale et avoir conquis leur indépendance politique, les pays du tiers monde, qui regroupent les trois quarts des habitants de la planète, ont un besoin urgent de développer leur économie et de consolider leur indépendance politique dans un climat international de paix. Ils prennent activement part à la lutte pour le désarmement et exigent que les superpuissances mettent un terme à la course aux armements, contribuant de la sorte de manière importante au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Quatrièmement, l'aspiration à la paix est partagée par les pays développés d'Europe et d'ailleurs qui, après les calamités de deux guerres mondiales, comprennent aisément quelles seraient les graves conséquences d'une nouvelle guerre. Cela est tout particulièrement vrai de l'Europe, où il y a une forte concentration de pays économiquement développés et où les deux principaux blocs militaires se trouvent face à face. Les peuples européens ne veulent pas revoir sur leur continent le fléau d'une guerre mondiale. Opposés aux tensions et à la guerre, avides de détente et de paix, ils constituent une importante force au service de la paix et persistent dans leur effort pour promouvoir le désarmement.

(M. Wu Xueqian, Chine)

Devant cette situation nouvelle, nous présentons les quelques grandes considérations suivantes dans l'intérêt du maintien de la paix, pour prévenir la guerre et promouvoir le désarmement :

Dans le monde d'aujourd'hui, il n'y a que les deux superpuissances qui puissent mener une guerre mondiale. Il va donc de soi que c'est à elles de prendre les devants pour réduire les armements, en particulier les armements nucléaires. Parler de désarmement sans garder cela à l'esprit ne peut qu'être futile. Ce n'est qu'après que les deux superpuissances auront effectivement pris l'initiative de mettre fin à l'essai, à la fabrication et au déploiement de tous les types d'armes nucléaires et de réduire radicalement puis de détruire sur place tous les types d'armes nucléaires qu'elles ont déployées sur leur territoire ou à l'étranger, qu'on pourra créer les conditions voulues pour que les autres Etats dotés d'armes nucléaires participent au désarmement nucléaire. // A sa quarante et unième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus la résolution 41/59 F, où elle appelait les deux superpuissances à prendre l'initiative de réduire de manière radicale leurs armements nucléaires. Cela traduisait pleinement l'aspiration et l'exigence communes des peuples de la Terre.

En un peu plus d'un an, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont tenu deux réunions au sommet, au cours desquelles ils ont avancé divers plans et propositions de désarmement. Les peuples ont pris note du fait qu'aux yeux des deux parties une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée et que l'une et l'autre avaient proposé une réduction, dans un premier temps, de 50 % des armes nucléaires stratégiques. C'est là une évolution bienvenue. Il reste cependant des divergences fondamentales entre les deux parties et les plans et propositions de désarmement restent couchés sur du papier. Jusqu'à présent, il n'a été pris aucune mesure pratique de désarmement. Les peuples espèrent ardemment que les Etats-Unis et l'Union soviétique tiendront compte de l'intérêt que représentent pour tous la paix et la sécurité dans le monde, ils espèrent qu'ils assumeront avec sérieux la responsabilité particulière qui leur incombe de prendre l'initiative du désarmement et de conclure, dans le cadre de solides négociations, des accords qui conduisent véritablement à mettre fin à la course aux armements, à réduire le niveau des armements et à détendre les tensions internationales, sans préjudice des intérêts d'autres pays. Nous avons pris note des propositions récemment avancées par les deux parties sur la question des missiles à portée intermédiaire. A notre sens, les deux grandes puissances nucléaires devraient écouter et respecter pleinement l'opinion des pays européens. Il convient aussi de souligner que la paix mondiale est indivisible. La sécurité de l'Europe et celle de l'Asie sont tout aussi importantes. Le nombre des missiles à portée intermédiaire déployés par l'Union soviétique et les Etats-Unis en Europe et en Asie devrait être réduit simultanément, au même rythme et de façon équilibrée, jusqu'à leur élimination totale.

Le moyen fondamental de prévenir une guerre nucléaire consiste à assurer l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires. Afin de réduire le risque de guerre nucléaire et de créer les conditions nécessaires pour lever cette menace, tous les Etats dotés d'armes nucléaires devraient s'engager à ne pas employer en premier d'armes nucléaires, en quelque circonstance que ce soit, et s'engager sans réserve à ne pas employer

(M. Wu Xueqian, Chine)

ou menacer d'employer des armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires et des zones dénucléarisées. Ils devraient conclure ensuite une convention internationale interdisant l'emploi des armes nucléaires. Dans l'intervalle, si l'on veut prévenir efficacement une guerre nucléaire, il convient également d'éviter une guerre classique. En effet, les deux guerres mondiales et les centaines de guerres et de conflits armés qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont été menés à l'aide d'armes classiques. Dans le monde actuel, une partie écrasante des dépenses militaires annuelles, qui s'élèvent à près de 100 milliards de dollars des Etats-Unis, est consacrée aux armes classiques. Plus grave encore est la possibilité qu'une guerre classique ne dégénère en une guerre nucléaire. Ainsi l'humanité, tout en oeuvrant pour la réalisation du désarmement nucléaire, ne devrait épargner aucun effort en vue d'obtenir le désarmement classique. Les deux devraient aller de pair et s'appuyer l'un l'autre. La communauté internationale est fondée à demander aux superpuissances qui disposent des arsenaux d'armes classiques les plus importants et les plus perfectionnés et aux deux principaux blocs militaires, l'OTAN et l'Organisation du Traité de Varsovie, de prendre les premiers l'initiative de réduire radicalement leurs armements classiques, et tout d'abord les forces classiques offensives, et de conclure des accords en la matière, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la stabilité en Europe et dans le monde.

Nous estimons que la question du désarmement touche aux intérêts de sécurité de tous les pays et ne doit pas être le monopole d'un petit nombre de grandes puissances. Tous les pays, grands ou petits, forts ou faibles, alignés ou non alignés, nucléaires ou non nucléaires, développés ou en développement, ont le droit de participer sur un pied d'égalité à l'examen et au règlement de cette question. Dans leurs entretiens bilatéraux les superpuissances devraient tenir compte des propositions et suggestions raisonnables des autres pays et les accepter. La composition de la Conférence du désarmement est fondée sur le principe d'une participation égale des Etats souverains à l'examen et au règlement de la question du désarmement mondial. La Conférence est actuellement le seul organe au monde doté de l'autorité nécessaire pour procéder à des négociations multilatérales sur le désarmement et l'on devrait renforcer constamment son rôle au lieu de l'affaiblir ou de le restreindre, encore moins devrait-on se servir des négociations bilatérales comme d'un prétexte pour entraver les entretiens multilatéraux.

Le désarmement est une question importante, qui est directement liée à la paix et à la sécurité mondiales, mais ce n'est pas la seule. Sa réalisation suppose qu'il existe le climat et les conditions voulues sur le plan international. La situation internationale demeure préoccupante. D'une part, non seulement la course aux armements se poursuit sur la Terre mais elle s'étend à l'espace, d'autre part, on assiste à des conflits régionaux incessants, à des invasions, des interventions et des occupations militaires d'autres pays, de nombreux pays de petite et moyenne dimensions voient leur souveraineté et leur sécurité menacées et compromises. On a peine à croire que la question du désarmement puisse être réglée de façon adéquate dans une conjoncture internationale tendue et agitée. Pour préserver la paix et la sécurité mondiales et réaliser un désarmement efficace, il est impératif de combattre l'hégémonisme et la politique de puissance, de contenir l'agression et l'expansion et d'éliminer les "points chauds" régionaux. Dans le cadre des

(M. Wu Xueqian, Chine)

relations internationales, tous les pays devraient s'en tenir strictement aux principes du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-agression mutuelle, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, de l'égalité, de l'avantage mutuel et de la coexistence pacifique. Il est inadmissible de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays ou de violer leur souveraineté, sous quelque forme ou sous quelque prétexte que ce soit. Cette approche est la seule susceptible d'assurer le maintien de la paix mondiale et de faire progresser le désarmement.

La Chine est à la fois un pays socialiste et un pays en développement qui, de manière indépendante poursuit une politique de paix. Après avoir connu dans le passé d'indicibles souffrances du fait de l'agression étrangère et de la guerre, elle est aujourd'hui lancée dans un effort de modernisation socialiste. Le peuple chinois espère, grâce au travail acharné de plusieurs générations, se rapprocher du niveau économique des pays développés pour les rattraper. Il a donc besoin que règne un climat de paix durable sur le plan international, et cela non seulement en ce siècle, mais dans celui à venir. En conséquence, le Gouvernement chinois s'est essentiellement fixé pour but, dans la conduite des affaires étrangères, la lutte contre l'hégémonisme et la politique de puissance, le maintien de la paix mondiale, le développement d'une coopération amicale avec les autres pays et la promotion d'une prospérité économique commune. Nous ne voulons pas conclure d'alliances ni établir de relations stratégiques avec l'une ou l'autre des superpuissances. Nous nous efforcerons d'établir et de développer des rapports de coopération amicale avec les autres pays, sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique.

L'opposition à la course aux armements et la promotion du désarmement sont un élément important de la politique indépendante de paix menée par la Chine sur le plan extérieur. La Chine estime qu'il faut mettre fin à la course aux armements, nucléaires ou classiques, sur la Terre ou dans l'espace. Elle a toujours préconisé l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires, chimiques, biologiques et spatiales, ainsi qu'une réduction importante des armements classiques.

La Chine se prononce pour l'utilisation pacifique de l'espace et est opposée à la course aux armements dans ce milieu, sous quelque forme que ce soit et quel qu'en soit l'instigateur. Le développement des arsenaux spatiaux ne peut mener qu'à une nouvelle intensification et à une nouvelle escalade de la course aux armements, ainsi qu'à un accroissement de la tension et de l'agitation dans l'arène internationale. Les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui sont les deux seuls pays à posséder des armes spatiales et qui continuent de perfectionner ces armes, ont la responsabilité particulière de mettre fin à la course aux armements dans l'espace. Nous espérons qu'ils entendront la voix des peuples du monde et prendront immédiatement des mesures efficaces pour mettre un terme à la course aux armements, de toutes sortes, dans l'espace et ce en s'abstenant de mettre au point, d'essayer et de déployer des armes spatiales et en détruisant toutes celles qui existent déjà.

La Chine, qui est un Etat non doté d'armes chimiques, a été dans le passé victime de ce fléau. Elle n'a cessé de préconiser la conclusion, à une date rapprochée, d'une convention sur l'interdiction complète et la destruction totale des armes chimiques et a accompli des efforts positifs dans ce sens. Nous sommes heureux que des progrès sensibles aient été enregistrés

(M. Wu Xueqian, Chine)

ces dernières années à la Conférence du désarmement dans les négociations sur les armes chimiques. Nous estimons que la future convention devrait en premier lieu prévoir la destruction complète des armes chimiques existantes, ainsi que de leurs installations de fabrication, qu'elle devrait assurer la non-fabrication de nouvelles armes chimiques, sans entraver ni affecter le développement dans tous les pays de l'industrie chimique civile à des fins pacifiques, et qu'elle devrait stipuler les mesures de vérification efficaces qui s'imposent.

La Chine appuie toutes les propositions qui servent la cause du désarmement et prend une part active aux efforts mondiaux visant au désarmement. Dans ce domaine, elle ne se borne pas à parler; elle agit. Elle n'a pas l'intention d'éluder et n'éludera jamais les obligations et les responsabilités qui lui incombent. Tout le monde sait que, dès le premier jour où elle a disposé d'armes nucléaires, la Chine s'est engagée expressément à ne pas utiliser la première de telles armes à quelque moment et en quelque circonstance que ce soit. De même, elle s'est engagée à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des Etats non dotés de ces armes et des zones dénucléarisées. En mars 1986, elle a déclaré qu'elle ne procéderait plus à des essais nucléaires dans l'atmosphère. Le processus de réduction d'un million d'hommes des forces armées que nous avons entrepris il y a deux ans est en bonne voie. La proportion des dépenses militaires dans notre budget diminue d'année en année. En outre, la Chine procède à la conversion de son industrie militaire pour l'adapter à la production civile sur une grande échelle et certaines installations militaires ont été ouvertes ou reconverties à des fins civiles. Tout récemment, le Gouvernement chinois a officiellement signé les Protocoles additionnels se rapportant au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud. Le Gouvernement et le peuple chinois sont prêts à contribuer par des mesures concrètes au relâchement de la tension internationale et au maintien de la paix mondiale.

A l'heure actuelle, nous continuons de vivre dans un monde menaçant et le danger de guerre reste réel. Cependant, il est encourageant de voir que les forces qui oeuvrent contre la guerre et pour la paix gagnent du terrain. La volonté de paix des peuples est devenue une tendance irrésistible dans le monde actuel. Nous sommes convaincus que pour autant que les peuples du monde déploient ensemble des efforts opiniâtres, il sera possible d'éviter la guerre et de sauvegarder la paix. L'avenir qui s'ouvre au monde est prometteur. Le Gouvernement et le peuple chinois sont prêts à oeuvrer à cette fin, de concert avec les gouvernements et les peuples de tous les pays.

Le PRESIDENT : Je remercie le Conseiller d'Etat et Ministre des affaires étrangères de la Chine pour son intéressante déclaration et les paroles aimables qu'il a prononcées à mon endroit. Je donne maintenant la parole au représentant de la France, l'ambassadeur Morel.

M. MOREL (France) : Monsieur le Président, la délégation française tient tout d'abord à vous exprimer ses félicitations chaleureuses et sa reconnaissance pour la façon dont vous conduisez nos travaux depuis le début de ce mois. Les membres de la Conférence connaissent depuis longtemps vos grandes qualités de diplomate, votre sagesse et votre courtoisie. Ils ont à nouveau l'occasion de les apprécier.

(M. Morel, France)

Je souhaite également souligner combien ma délégation est heureuse de voir à la présidence le représentant de Cuba, un pays avec lequel la France entretient des relations actives et amicales, pays qui lui est proche par la latinité, et aussi par la géographie puisque la mer des Caraïbes est aussi celle des Antilles françaises.

Je voudrais aussi exprimer à votre prédécesseur, l'ambassadeur Fan, notre gratitude pour son action durant le mois de février. Il a su, avec une énergie, un talent et une patience remarquables, résoudre les problèmes complexes qui se posent toujours à l'ouverture des sessions de la Conférence. Celle-ci lui est en particulier largement redevable de l'établissement rapide du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Ma délégation a écouté avec un intérêt particulier l'intervention que vient de prononcer le Ministre des affaires étrangères de la Chine. Nous partageons avec la Chine une large communauté de vues en matière de désarmement et nous n'oublions pas que nos deux pays se sont joints en même temps aux travaux de cette Conférence, avec la ferme volonté d'apporter leur pleine contribution aux efforts de désarmement multilatéral.

Je voudrais enfin exprimer tous mes remerciements pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé à mon arrivée dans cette Conférence. J'ai été frappé par l'esprit de coopération et d'amitié que j'y ai rencontré, au-delà des différences de vues sur le fond. Soyez assuré, Monsieur le Président, que je participerai toujours dans ce même esprit aux travaux de la Conférence.

Comme on le sait, le Comité spécial des armes chimiques consacre actuellement ses travaux aux questions portant sur la non-fabrication d'armes chimiques. Soucieuse d'apporter une contribution active aux débats sur un thème auquel elle attache une grande importance, la délégation française a l'honneur de présenter aujourd'hui le document CD/747, intitulé "Non-production des armes chimiques", qui détaille les premières réflexions que notre Ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait présentées sur ce sujet il y a un mois, le 19 février, dans cette enceinte.

Notre démarche se fonde sur la constatation, dégagée peu à peu des discussions conduites sur l'article VI de la Convention, qu'il n'est pas souhaitable de construire une convention qui serait parfaite pour le temps présent mais serait menacée d'obsolescence à court terme et deviendrait par-là même de plus en plus inopérante. Nous ne pensons donc pas qu'il soit utile de fixer de façon définitive la liste des substances à interdire ainsi que le régime de vérification s'y rapportant. La convention doit être évidemment complète et impérative pour tout ce qui est bien connu. Mais précisément pour assurer le plein respect et l'autorité de la convention, il faut compter aussi avec ce qui reste hypothétique, mal connu ou même inconnu. Comment, par exemple, réglementer sans porter atteinte aux intérêts légitimes de chaque pays, les potentialités offertes par des industries qui fabriquent pour des besoins licites des produits qui pourraient éventuellement être détournés à des fins d'armement ? Comment tenir compte des avancées scientifiques et technologiques qui ne manqueront pas de se produire, aussi bien dans l'industrie chimique que dans le domaine du contrôle et de la vérification ? De telles questions ne peuvent que nous convaincre que, si l'intransigeance doit marquer les buts, les principes et les règles de base, la souplesse s'impose dans l'application de la convention pour tout ce qui n'est pas complètement identifié.

(M. Morel, France)

Notre document recense à cet égard les domaines, où, dans cette perspective évolutive que je viens d'indiquer, des progrès pourraient intervenir :

- s'agissant des listes de substances à contrôler, la tâche essentielle, et la plus ardue, est celle de la définition du critère de toxicité. Nous devons abandonner à ce propos l'idée d'atteindre la perfection théorique, et rechercher plutôt un accord sur une définition et des procédures d'acquisition acceptables par tous, qui pourraient servir de référence.

En ce qui concerne les produits supertoxiques létaux qui ne sont pas des armes chimiques, nous ne pensons pas, compte tenu de leurs caractéristiques, qu'il soit utile à ce stade d'en dresser une liste exhaustive, l'essentiel est d'établir des critères de définition, d'évaluer la possibilité pour un produit de devenir une arme chimique, et de définir un seuil de production à partir duquel la fabrication devra être déclarée.

Enfin, il faudra songer au suivi de la production et des technologies nouvelles, domaine important qui conditionne la survie de la convention et que le Comité n'a pas encore abordé.

De toute évidence, certaines des tâches que je viens d'évoquer gagneraient à être confiées à une instance spéciale, et tel est le sens de la proposition contenue dans notre document. Nous suggérons la création d'un Conseil scientifique, composé de hautes personnalités indépendantes, choisies uniquement en raison de leurs compétences scientifiques. Comme le souligne notre document, cette nouvelle instance interviendrait :

- dès la déclaration des stocks pour achever de dresser les listes de produits à interdire et à surveiller, en effet, la composition exacte des stocks ne sera connue, par définition, qu'après les déclarations de chaque pays, qui n'interviendront qu'au moment de l'entrée en vigueur de la convention,

- dans la gestion de la convention, ensuite. Le Conseil scientifique devrait signaler au Comité consultatif l'apparition d'un produit nouveau ou d'une technologie nouvelle qui présenterait un risque pour la convention et proposer des mesures et des procédés de vérification adaptés.

Nous attachons beaucoup d'importance :

- d'une part à l'indépendance des personnalités choisies,
- de l'autre à une définition précise de leurs compétences, de façon à éviter toute duplication avec d'autres organes. C'est ainsi que le Conseil scientifique aurait un rôle consultatif mais, en aucun cas, un pouvoir de décision. On pourrait prévoir une réunion annuelle et, au besoin, une réunion à la demande expresse du Comité consultatif.

C'est avec l'intention d'aller de l'avant mais en ayant aussi à l'esprit un souci nécessaire de réalisme et de souplesse que ma délégation présente aujourd'hui le document CD/747. Celui-ci propose certaines dispositions pratiques, que j'ai résumées, mais voudrait aussi être une invitation à la réflexion sur le fonctionnement même de la convention. Des règles très

(M. Morel, France)

strictes sont indispensables, mais elles ne seront pas suffisantes : il faut aussi prévoir des instruments, des outils, des critères pour l'action, et donc une gestion adaptée aux conditions futures de la recherche et de la production dans le domaine chimique. Ce que nous édifions ne doit pas être un formidable monument menacé par le temps mais une institution vivante, active, crédible. Tel est l'esprit de nos propositions, et nous sommes évidemment tout à fait ouverts aux commentaires et suggestions qu'elles pourraient susciter de la part des Etats membres.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la France de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon endroit et vis-à-vis de mon pays. Je donne maintenant la parole au représentant de la Mongolie, l'ambassadeur Bayart.

M. BAYART (Mongolie) (traduit du russe) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de mars. Nous sommes particulièrement heureux de voir ce poste occupé par un vétéran du désarmement, par un éminent diplomate de Cuba, pays socialiste dont la politique étrangère active, orientée vers le renforcement de la paix et de la sécurité internationales, jouit d'une autorité méritée et du respect de tous les Etats épris de paix.

Je tiens aussi à souligner avec satisfaction que votre pays et le mien sont liés par des relations d'amitié fraternelle et d'étroite coopération.

Je puis vous assurer que ma délégation vous apportera tout son concours et son soutien pour que vous puissiez remplir votre tâche avec succès. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer notre reconnaissance au représentant de la République populaire de Chine, l'ambassadeur Fan, qui a accompli un travail fructueux durant sa présidence de février.

Dans sa déclaration du 28 février dernier, le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a proposé de dissocier le problème des missiles à portée intermédiaire déployés en Europe de l'ensemble du dossier des armements nucléaires, sur lequel a porté la rencontre au sommet soviéto-américaine de Reykjavik, et de conclure sans tarder un accord séparé à ce sujet.

On ne saurait surestimer l'intérêt de cette initiative, car elle offre la possibilité réelle d'un changement important sur la voie du désarmement nucléaire.

La République populaire mongole approuve et appuie pleinement cette nouvelle démarche qualitativement importante de l'Union soviétique en vue d'édifier un monde libéré de l'arme atomique et de créer un système général de sécurité internationale.

La mise en oeuvre générale de l'initiative soviétique répondrait non seulement aux intérêts des pays et des peuples d'Europe, mais aussi à ceux de l'Asie et du monde entier, elle renforcerait considérablement les fondements de la paix et de la sécurité internationales.

(M. Bayart, Mongolie)

Il y a à notre avis toutes raisons de compter sur la réalisation très rapide de l'initiative soviétique dans la mesure où, à Reykjavik déjà, un accord de fait avait été assuré à propos des missiles à portée intermédiaire en Europe.

Tout en jugeant extrêmement important de concrétiser sans retard cette entente, la Mongolie n'estime pas moins urgent de conclure un accord en vue de limiter, puis d'éliminer les armements stratégiques et de prévenir une course aux armements dans l'espace.

Selon nous, il reste acquis que l'Union soviétique et les Etats-Unis sont convenus d'examiner et de résoudre ces questions dans le contexte de leur interdépendance, et cette convergence doit se traduire par une politique et des actions concrètes.

Le temps passe et la communauté internationale s'alarme de plus en plus de voir la course aux armements menacer de s'étendre à l'espace. Cette menace est liée aux plans américains visant à créer et à déployer dans l'espace un système antisatellites à grande échelle.

Le programme de l'"Initiative de défense stratégique" prévoit une compétition entre les armes stratégiques offensives et les armes défensives. Ses partisans prônent activement la thèse selon laquelle, par comparaison avec le début des années 70 - alors que l'Union soviétique et les Etats-Unis élaboraient un traité illimité concernant les systèmes antimissiles balistiques -, de nouvelles possibilités scientifiques et techniques sont apparues qui, dit-on, permettraient de faire fond sur une "défense ultramoderne" et délivreraient par là même le monde de l'arme nucléaire.

Il est pourtant bien évident que la création de systèmes antimissiles à grande échelle peut fortement stimuler l'accumulation et le perfectionnement des armes stratégiques offensives - aussi bien les ogives nucléaires que leurs vecteurs.

Les technologies de pointe peuvent aboutir de la même manière au perfectionnement des missiles et à la mise au point de nouveaux types d'armements.

On peut fort bien considérer comme offensives les armes spatiales dites défensives. Ces armes sont capables de détruire les satellites de l'autre partie qui ont des fonctions très importantes d'alerte avancée, de surveillance et de télécommunication. Placées sur orbite, elles menaceront en permanence les dispositifs spatiaux dont dépendent largement les parties pour s'assurer de leur sécurité. Ces armes risquent d'entraîner la déstabilisation et la disparition de l'équilibre stratégique. N'importe quelle défaillance technique importante d'un satellite en orbite peut, si des armes spatiales sont effectivement déployées, être interprétée à tort comme un signal d'attaque. Les conséquences d'une telle erreur seraient catastrophiques.

On lit dans la presse que les spécialistes américains mettent au point quatre types de lasers, dont les lasers à rayons X pompés par explosion nucléaire. On sait qu'une explosion de ce genre est produite par une ogive nucléaire, et que n'importe laquelle de ces ogives peut être utilisée comme arme offensive.

(M. Bayart, Mongolie)

Ainsi, l'évolution de la situation exige que, parallèlement aux pourparlers bilatéraux entre l'URSS et les Etats-Unis, la Conférence du désarmement se penche sérieusement sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

La délégation mongole se félicite du rétablissement relativement rapide du Comité spécial au titre du point 5 de l'ordre du jour. Le Président de la Conférence pour le mois de février, l'ambassadeur Fan de la Chine, a joué un grand rôle à cet égard et n'a pas épargné ses efforts pour trouver une solution de compromis à l'égard de l'élaboration du mandat du Comité spécial.

Nous déplorons simultanément que la Conférence n'ait pas réussi à mettre au point un mandat incluant le pouvoir de négociation, conformément à ce que l'Assemblée générale a recommandé dans sa résolution 41/53.

Il faut donc maintenant que le Comité spécial adopte le plus rapidement possible son programme de travail pour l'année. Voilà en effet un mois à peu près que ce Comité a été créé, et il n'a encore réalisé aucun travail de fond. Vaut-il la peine de continuer à perdre du temps sur des questions de procédure ? Ne vaudrait-il pas mieux que le Comité passe sans tarder à l'exécution de son mandat et commence à examiner les questions liées à la prévention d'une course aux armements dans l'espace ? Nous pourrions ainsi nous rapprocher de la dernière étape fondamentale : les négociations sur la conclusion d'un accord ou de plusieurs accords interdisant les armes spatiales.

Le Comité spécial dispose de tout ce qui est nécessaire à cet effet. Il a accumulé une grande expérience durant ses deux années d'activité. En 1986, il a examiné, de manière tout à fait approfondie, les deux premiers points de son programme de travail, portant sur l'examen et l'identification des questions en rapport avec la prévention d'une course aux armements dans l'espace et sur les accords existant dans ce domaine. Il a également abordé le troisième sujet, à savoir les propositions existantes et les futures initiatives concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous constatons que l'examen de ce point prend une ampleur croissante du fait que de nouvelles initiatives sont constamment proposées. L'ordre du jour du Comité spécial comporte maintenant toute une série de propositions et d'idées visant à prévenir une course aux armements dans l'espace.

Divers pays ont avancé, parmi bien d'autres suggestions, des propositions concrètes en vue d'élaborer un accord international visant à assurer l'immunité des objets spatiaux, à interdire la mise au point de nouveaux systèmes antisatellites et à éliminer les systèmes existants.

Il y a quelques jours, le représentant du Venezuela, l'ambassadeur Taylhardat, a exprimé une idée intéressante concernant l'introduction éventuelle d'un avenant à l'article 4 du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique. Cette proposition va dans le sens de celle qu'a faite l'Italie sur l'élaboration d'un protocole additionnel à ce Traité.

La délégation soviétique a formulé une nouvelle proposition concernant la création de systèmes de contrôle international pour l'interdiction du déploiement dans l'espace d'armes de tous genres, qui prévoit la mise en place d'un inspectorat international.

(M. Bayart, Mongolie)

Nous accueillons favorablement l'idée d'un inspectorat international. Une telle mesure serait particulièrement efficace dans le cadre d'une interdiction complète de tous les types d'armes spatiales (armes antimissiles basées dans l'espace, armes antisatellites et armes espace-terre). En cas d'interdiction partielle, portant par exemple sur une seule espèce d'arme spatiale, il faudra à l'évidence adopter des mesures de contrôle supplémentaires. C'est, à propos, encore un argument en faveur d'une interdiction complète.

Le système de vérification de la future convention ne se bornera sans doute pas à des procédures d'inspection. On peut envisager de combiner ces dernières à des mesures de contrôle nationales et à un mécanisme de consultation collectif qui connaîtraient des situations litigieuses.

Nous espérons que la Conférence discutera de l'idée de l'inspectorat. A ce propos, il serait intéressant de connaître la réaction des représentants d'autres pays, en particulier de ceux qui ont toujours manifesté un intérêt particulier pour les problèmes de vérification.

A l'évidence cette idée sera développée plus avant, à mesure que nous progresserons vers l'élaboration de mesures concrètes visant à prévenir une course aux armements dans l'espace.

Il ne fait aucun doute que la prévention d'une course aux armements dans l'espace est une question hautement prioritaire et reste l'une des tâches les plus importantes à mener à bien.

C'est pourquoi la délégation mongole - comme de nombreuses autres délégations - considère que ce problème doit occuper dans le projet de Programme global de désarmement, en cours d'élaboration, une place correspondant à son importance.

Je voudrais maintenant vous présenter quelques considérations sur la question de l'interdiction des armes chimiques.

Des progrès notables ont été enregistrés dernièrement dans l'élaboration d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Un accord est intervenu sur plusieurs dispositions de principe ainsi que sur des questions techniques concrètes et nous disposons désormais des bases nécessaires pour passer au stade suivant. Parmi les questions de principe encore en suspens figure celle de l'inspection sur place par mise en demeure. Au stade actuel des négociations, c'est un problème fondamental qui a une importance globale pour la convention.

Où en est donc le règlement de ce problème ? Les négociations ont fait apparaître plusieurs positions. Chacune de ces positions reflète les intérêts de l'un ou de l'autre groupe de délégations ou ceux d'une seule délégation. S'il est indispensable de prendre ces intérêts en considération, il faut aussi les subordonner au but ultime qu'est l'élaboration d'une convention universelle et réellement applicable.

(M. Bayart, Mongolie)

Les pays socialistes sont en faveur d'une procédure d'inspection par mise en demeure qui, tout en étant extrêmement efficace, ne porterait pas préjudice aux intérêts suprêmes des Etats. C'est à ce but que tend, à notre avis, l'approche exposée par le Royaume-Uni dans sa proposition (CD/715) et, en particulier, l'idée centrale qui en ressort : la possibilité de suggérer et d'appliquer des mesures de substitution.

La proposition tendant à rendre obligatoire l'inspection par mise en demeure des sites et installations déclarés, mais aussi en cas de doute quant au respect de l'interdiction d'utiliser des armes chimiques, pourrait être à notre avis une solution de compromis acceptable. Il conviendrait peut-être de réfléchir à d'autres cas encore qui pourraient être inscrits sur la liste de ceux où un Etat partie ne pourrait refuser l'inspection complète.

Pendant longtemps on a estimé qu'il serait impossible de s'entendre sur la question du contrôle de la destruction des stocks d'armes chimiques et de l'élimination des installations de fabrication, ainsi que de la vérification des activités autorisées.

Les propositions avancées par la délégation soviétique tiennent compte de la position des Etats occidentaux et des Etats non alignés et elles lèvent tout obstacle à l'élaboration d'un système de contrôle global et strict des stocks d'armes chimiques, des installations de fabrication et des activités autorisées. Nous disposons déjà de presque toutes les bases nécessaires pour formuler les dispositions des articles II, III, IV, V et VI sur ces questions. Malheureusement, il existe néanmoins certains facteurs négatifs qui s'opposent à la consolidation des succès obtenus. Par exemple, le règlement de certaines questions présente des difficultés inattendues. C'est notamment le cas de la réaffectation des armes chimiques (la délégation des Etats-Unis s'est écartée de sa position précédente au moment précis où la délégation soviétique, tenant compte des préoccupations de la première, a accédé à ses désirs), ainsi que de l'élaboration des dispositions touchant les produits chimiques de la deuxième catégorie. En acceptant de traiter séparément les produits chimiques létaux supertoxiques utilisés dans la fabrication de produits pharmaceutiques et médicaux, ainsi que pour la recherche scientifique, et ne présentant pas les caractéristiques propres aux substances toxiques militaires, l'Union soviétique a fait une concession aux délégations occidentales. Or ces délégations ne font pas preuve de l'énergie requise pour régler cette question.

Ces mêmes délégations retardent aussi le règlement de la question des produits irritants. L'emploi d'armes chimiques constituées essentiellement de produits chimiques nuisibles contre des pays en développement qui n'ont pas de moyens suffisants pour se protéger, risque de porter un préjudice très grave à leur capacité de défense. La population civile et les activités pacifiques de ces pays seraient les premières à en souffrir. Par ailleurs, il est indispensable de régler la question de l'emploi d'herbicides à des fins militaires. Ces questions ne sont pas insolubles, mais il faut vouloir y trouver une solution constructive.

(M. Bayart, Mongolie)

L'importante question de la destruction des stocks d'armes chimiques et de l'élimination des installations de fabrication est en principe réglée, il reste à s'entendre sur l'ordre d'élimination. Les délégations sont néanmoins d'accord pour penser que la procédure suivie doit être simple et équitable. Le débat sur l'utilisation éventuelle d'équivalents pour comparer les différentes catégories de stocks d'armes chimiques a fait apparaître que l'application pratique de cette idée est très compliquée. A notre avis, il serait plus simple et plus réaliste de grouper les armes chimiques en catégories comparables, qu'il s'agirait de détruire à raison de quantités égales, mesurées en poids, au cours de chaque période d'élimination.

L'élaboration de la convention soulève un nombre considérable de questions techniques particulières, qu'il faut absolument régler. Sans minimiser l'importance de ces questions, nous voudrions cependant inviter les partenaires aux négociations à mettre au premier plan l'achèvement des travaux sur les dispositions de principe. Il serait inadmissible que, submergés par les détails techniques, nous n'avancions pas dans l'élaboration et la conclusion d'une convention.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Mongolie de sa déclaration ainsi que de ses paroles aimables à mon endroit et vis-à-vis de mon pays. Il n'y a plus d'orateur inscrit pour aujourd'hui. Un autre représentant souhaite-t-il prendre la parole ?

Le secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Comme d'habitude, ce calendrier a été établi en consultation avec les présidents des comités spéciaux, il n'est qu'indicatif et, selon les besoins, il pourra être modifié. Comme cela est indiqué, le Comité spécial des armes radiologiques tiendra sa première réunion le vendredi 3 avril, à 15 heures. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 31 mars, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 6.